

Collectif réfugiés luxembourg- lëtzebuurger flüchtlingsrot

ACAT, AIL, ASTI, ASTM, CARITAS, CLAE, CEFIS, VIE NOUVELLE

Secrétariat 2014/2015 assuré par :	Adresse de contact :	Personne de contact :	
<i>Caritas</i>	<i>29, rue Michel Welter L-2730 Luxembourg Tél. : 40 21 31 533 Fax : 40 21 31 409</i>	<i>Nonna SEHOVIC</i>	<i>nonna.sehovic@caritas.lu</i>

Communiqué de presse du 1 décembre 2014

Suite aux expulsions récentes des familles déboutées de leur demande de protection internationale avec enfants scolarisés, le Collectif Réfugiés réunissant les associations œuvrant en faveur des réfugiés et demandeurs de protection internationale se sent interpellé et pose les questions que soulèvent ces évènements.

- Y a-t-il une vraie nécessité de procéder à l'expulsion des familles déboutées avec les enfants scolarisés au cours de l'année scolaire ? L'école étant un lieu d'apprentissage et de repères, ne faut-il pas épargner la communauté scolaire de scènes déchirantes quand un camarade de classe apprend en larme que sa famille est placée au centre de rétention en vue d'expulsion et qu'il doit s'y rendre également ?

Selon les informations en possession du Collectif Réfugiés, toutes les familles concernées par les expulsions de derniers mois, étaient déboutées depuis plusieurs mois, ne se cachaient pas et vivaient dans les foyers étatiques à l'adresse connue des autorités.

- N'est-il pas nécessaire de mettre enfin en place les alternatives à la rétention telles que p.ex. les centres semi-ouverts où les personnes déboutées et notamment les familles avec les enfants sont préparées pour un retour vers le pays d'origine en essayant ainsi de limiter au maximum le choc subi lors des descentes matinales de la police ?

Selon nos informations, au moins une famille n'est pas partie au complet vers son pays ce mercredi dernier. Une fille de 15 ans s'est éclipse en apprenant sur le chemin de l'école la mise en rétention de sa famille. Tandis que la mère de la famille prenait l'avion avec ses deux enfants cadets à destination du pays natal, le père a été remis en liberté pour aller à la recherche de sa fille. Heureusement la fille a été retrouvée, drame qui aurait pu être évité !

Le Collectif Réfugiés réaffirme ses revendications de longue date : il est nécessaire de donner la possibilité aux élèves déboutés de finir en toute sérénité l'année scolaire et de mettre en place les alternatives à la rétention, le centre de rétention n'étant pas un lieu approprié pour un enfant.

Pour les élèves en fin de cycle de formation (fin d'apprentissage,..) certaines associations du LFR sont intervenues auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de sa Direction de l'Immigration afin que ces élèves puissent terminer leur formation scolaire malgré le fait qu'ils soient déboutés du droit d'asile. Les directions des lycées appuient cette démarche.

Le Collectif Réfugiés appelle le Ministre des Affaires Etrangères à garder comme dans le passé le principe de ne pas renvoyer les élèves en période scolaire. Il insiste aussi sur la nécessité d'introduire un cadre législatif pour les interventions policières dans le cadre des mesures d'expulsions prévoyant entre autres que les forces de l'ordre ne pénètrent pas l'enceinte des bâtiments scolaires.